



Conseil économique et social

Distr. limitée
23 octobre 2001
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Recommandation concernant le programme de pays**

Mexique

Additif

Résumé

Le présent additif à la note de pays présentée au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2001 contient la recommandation finale concernant le programme de pays qui sera soumise à l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation concernant le financement du programme de la Jamaïque, dont le niveau annuel de planification est égal ou inférieur à 1 million de dollars. La Directrice générale *recommande* au Conseil d'administration d'approuver un montant de 3 430 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 9 900 000 dollars en ressources diverses, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période qui va de 2002 à 2006.

* E/ICEF/2001/12.

** La note de pays initiale ne contenait que des chiffres indicatifs pour la coopération au programme prévue. Les chiffres figurant dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme à la fin de 2000. Ils seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 2001 pour les programmes à financer au moyen de ressources ordinaires et de ressources diverses (E/ICEF/2001/P/L.73).



Données de base^a

(1998, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants de moins de 18 ans (millions)	38,8
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) (pour 1 000 naissances vivantes) (2000)	30
Taux de mortalité infantile (TMI) (pour 1 000 naissances vivantes) (2000)	25
Pourcentage des enfants présentant une insuffisance pondérale (moyenne et grave) à la naissance	8
Taux de mortalité maternelle (TMM) (pour 100 000 naissances vivantes) (1998)	55
Taux d'alphabétisation (% , hommes/femmes) (2000)	93/89
Taux net de scolarisation primaire/fréquentation (% net, garçons/filles) (1997)	97/97
Pourcentage des enfants atteignant le cinquième niveau du primaire	85
Pourcentage de la population ayant accès à une eau salubre (2000)	88
Couverture du programme élargi de vaccination financé par le Gouvernement (%)	100
Produit national brut (PNB) par habitant (dollars É.-U.)	4 440
Enfants d'un an pleinement immunisés contre :	
La tuberculose (%)	99
La diphtérie, la coqueluche et le tétanos (%)	96
La rougeole (%)	95
La poliomyélite (%)	96
Femmes enceintes vaccinées contre le tétanos (%) (1993)	42

^a Ces données sont extraites de la publication «Progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants: statistiques mises à jour», qui a été préparée pour servir de supplément au rapport du Secrétaire général intitulé «Nous les enfants: examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants» (A/S-27/3), de sorte qu'elles peuvent différer de celles qui sont contenues dans le texte du présent document.

La situation des enfants et des femmes

1. L'analyse de la situation des enfants et des femmes au Mexique demeure essentiellement la même que celle qui est décrite dans la note de pays soumise au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2001 (E/ICEF/2001/P/L.30). De plus, il ressort de données récentes concernant les populations autochtones que plus de 80 % d'entre elles vivent dans la pauvreté. Environ 55 % des ménages autochtones n'ont pas accès à une eau potable salubre et 35 % n'ont pas l'électricité. 76 pour cent de leurs enfants ne vont pas jusqu'au bout du cycle primaire, ce qui représente plus du double de la moyenne nationale. Le Gouvernement y voit le legs de siècles de discrimination.

2. Une étude réalisée conjointement par le Gouvernement, l'UNICEF et des organisations non gouvernementales (ONG) et intitulée «Une enfance volée» montre que 16 000 enfants sont victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales – prostitution, traite, pornographie et tourisme sexuel. Le problème revêt le plus d'acuité dans les grandes villes, les régions de tourisme et les villes frontalières. Celles-ci abritent aussi un nombre énorme d'enfants qui ont été rapatriés des États-Unis après y avoir été détenus pour cause d'entrée illégale. Durant les années 90, plus de 260 000 enfants non accompagnés ont été rapatriés dans des villes frontalières.

Si le problème a connu une croissance plus lente ces dernières années, il n'en demeure pas moins que beaucoup de ces enfants continuent à mener une vie de laissés-pour-compte pleine de dangers.

3. La consultation des enfants et des jeunes en 2000, qui a permis de recueillir l'opinion de 4 millions d'enfants, a ouvert d'intéressants aperçus sur la manière dont ces enfants conçoivent leurs droits. C'est ainsi que 28 % des 6 à 9 ans disaient être victimes de violences et de traitements dégradants chez eux, phénomène qui prenait de plus grandes proportions en milieu rural (33 % contre 26 % en milieu urbain). Si les 10 à 13 ans se sentent plus protégés chez eux (9 % d'entre eux font état de traitement violent et 17 % d'abus d'autorité), l'un et l'autre groupe d'âge estiment que violences et mauvais traitements sont encore plus courants à l'école. D'autre part, il n'y avait pas, pour 80 % des enfants de ces deux groupes d'âge, de différence de traitement entre les garçons et les filles. Il n'en allait toutefois pas de même dans le groupe des 14 à 17 ans, parmi lesquels il n'y avait que 73 % à parler d'une égalité de traitement à la maison et 62 % à l'école. Fait très positif à noter, 77 % des enfants des campagnes et 80 % de ceux des villes dans ce groupe des 14 à 17 ans estimaient être assez bien renseignés sur le sida à l'école.

4. La justice pour mineurs se caractérise encore au Mexique par le fait qu'il s'agit d'un système tutélaire qui traite les enfants comme êtres à protéger plutôt que comme détenteurs de droits. La procédure suivie en matière de délit commis par un mineur n'obéit pas aux normes et principes établis par les Nations Unies. L'âge légal auquel on devient responsable de ses actes varie entre 16 ans (dans 12 États) et 18 ans (dans 19 États), l'âge de l'acquisition des droits politiques étant fixé à 18 ans. Ce sont là des données d'ordre juridique fondées sur des convictions profondes touchant les droits des adolescents qu'il est important de prendre en considération dans les composantes du nouveau programme de pays qui se rapportent à la justice pour mineurs.

Coopération au programme, 1996-2001

5. Le programme de pays pour la période 1996-2001 (E/ICEF/1996/P/L.47) avait pour but de contribuer à la réduction des disparités d'ordre socio-économique, culturel, ethnique et géographique ainsi que de celles qui relèvent de l'appartenance à l'un ou l'autre sexe, à la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et à la promotion de la Convention relative aux droits de l'enfant. À la suite du bilan de mi-parcours établi en 1998, il a été décidé de restructurer le programme de telle sorte qu'une moindre attention serait portée aux prestations de services et que l'accent serait mis davantage sur les activités de sensibilisation et d'appui technique à la formulation des orientations. Depuis lors, le programme de coopération comprend les éléments ci-après : a) un programme pour une mobilisation orientée vers la reconnaissance des droits, avec interventions séparées en faveur des enfants et des femmes; b) un programme de services de base et de développement local à composantes nationales et locales, comprenant des actions dans le domaine de la survie des enfants, de la protection spéciale dont certains ont besoin ainsi que du développement et de l'éducation des enfants, à quoi s'ajouteront des actions à ancrage local dans six États; c) un programme de politiques publiques pour la réduction des disparités.

6. L'UNICEF a donné la priorité à l'aide au Comité national pour les enfants, qui est chargé de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du

Sommet mondial. Les rapports annuels du Comité font beaucoup pour la sensibilisation du public et pour l'affermissement de la volonté d'engagement du secteur public et du secteur privé en faveur des droits de l'enfant. Dans le cadre de l'initiative dite de l'hôpital «ami des bébés», plus de 700 hôpitaux ont été certifiés répondre aux normes, lesquelles ont depuis été durcies. L'UNICEF a collaboré avec le Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia (Système national pour le développement intégral de la famille), ou DIF, à la réalisation d'une étude sur les enfants de 100 villes mexicaines qui travaillent dans la rue et autres lieux publics. Dans beaucoup de ces villes, cette étude a entraîné l'établissement de plans d'action locaux tendant à en finir définitivement avec le travail des enfants et rendu le public plus conscient de la nécessité de prendre des mesures de protection à cet égard.

7. L'UNICEF est intervenu avec succès auprès de tous les grands partis politiques et il a fourni une assistance technique pour la promotion de la loi relative à la protection de l'enfant et de l'adolescent, votée par le Congrès en avril 2000. Cette loi met la législation mexicaine en conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant. Les réformes d'ordre juridique que les États doivent mettre en place à cette fin sont encore en gestation, mais le nouveau gouvernement entend faire appliquer la loi. Le Mexique a, par ailleurs, modifié sa constitution de façon à y inclure la notion de droits de l'enfant, action qui porte manifestement la marque de l'influence de l'UNICEF.

8. Dans le cadre d'activités qui avaient pour but d'ouvrir des espaces de parole et de participation aux enfants et aux adolescents, l'UNICEF a, en 1997, entrepris de promouvoir et il a coparrainé, avec l'Institut électoral fédéral, les premières élections d'enfants de niveau national, élections qui ont vu les enfants voter pour les plus importants de leurs droits. Les consultations nationales tenues en 1998 et en 2000, cette dernière coïncidant avec l'élection présidentielle, ont représenté un important exercice d'apprentissage de la démocratie dont les résultats ont eu pour effet de renforcer la volonté de participation des enfants et des adolescents.

9. L'UNICEF a travaillé avec les universités à la création de cours d'enseignement supérieur et de programmes de recherche qui utilisent la Convention comme cadre théorique aux fins d'étude et d'analyse. Ces activités bénéficient du concours d'enseignants d'origine locale.

10. L'UNICEF s'est taillé une réputation de partenaire crédible auprès de la société mexicaine pour son action en faveur des droits des enfants et de l'amélioration de leur bien-être. Un tel niveau de crédibilité lui a valu de recevoir d'importants concours financiers d'entreprises locales ainsi que de particuliers par le canal d'activités du secteur privé. Et il reste encore, dans ce domaine, un potentiel à exploiter.

Enseignements tirés de la coopération

11. En plus des leçons dont il est fait état dans la note de pays, l'UNICEF a appris que l'alliance stratégique avec les médias était essentielle pour faire accepter et approuver la loi relative à la protection des droits des enfants et des adolescents ainsi que pour organiser des consultations nationales d'enfants sur leurs droits. Il faut fournir aux bailleurs de fonds du secteur privé national des informations concernant les avantages des programmes axés sur les droits par rapport à ceux qui

sont d'inspiration plus caritative. Et il faut en outre que l'UNICEF s'emploie à mieux informer les bailleurs de fonds sur les résultats obtenus.

12. Avec l'évolution continuelle de son économie et de son cadre législatif et réglementaire, le Mexique dispose maintenant de la capacité nécessaire pour s'acquitter de fonctions pour lesquelles une aide étrangère était nécessaire dans le passé. Par exemple, le pays est autosuffisant pour la production de produits pharmaceutiques et des principaux vaccins. Non seulement il n'est plus fait appel au concours de l'UNICEF dans ces domaines-là, mais il n'est même pas interdit de penser que le Mexique pourrait devenir, pour les autres pays de la région, une référence importante pour la réalisation des droits économiques, sociaux et autres.

13. Dans le cadre du projet pilote «Pro-Maya», organismes publics et ONG ont pu travailler en concertation en vue d'assurer une meilleure éducation primaire aux enfants de familles autochtones. L'UNICEF devrait collaborer davantage avec eux et mettre à profit la connaissance de première main qu'ils ont des populations autochtones et de leur culture quand il s'agira d'étendre la portée du projet de manière à y inclure de nouvelles municipalités et d'autres États.

Coopération recommandée au programme, 2002-2006

Montant estimatif des dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Ressources ordinaires						
Place des droits de l'enfant dans la politique publique	273	279	180	176	176	1 084
Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents	82	72	110	103	96	463
Droits des enfants de familles autochtones	132	125	168	168	156	750
Dépenses intersectorielles	199	210	228	239	258	1 133
Total partiel	686	686	686	686	686	3 430
Autres ressources						
Place des droits de l'enfant dans la politique publique	348	351	484	494	503	2 180
Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents	498	703	684	746	817	3 448
Droits des enfants de familles autochtones	593	870	800	795	792	3 850
Dépenses intersectorielles	69	76	84	92	101	422
Total partiel	1 508	2 000	2 052	2 127	2 213	9 900
Total	2 194	2 686	2 738	2 813	2 899	13 330

Élaboration du programme de pays

14. La préparation du programme de pays s'est faite durant la période de transition entre l'ancien et le nouveau gouvernement et elle a bénéficié de la participation des nouvelles autorités. L'analyse de situation s'est faite au cours de l'année écoulée avec le concours de l'ancien et du nouveau gouvernement, comme cela a été le cas également pour le document de stratégie et la note de pays. L'analyse de situation comprend les statistiques officielles les plus récentes concernant les enfants et les femmes et elle a fait l'objet d'une analyse de la part de l'Université métropolitaine autonome.

15. Dans l'Évaluation commune de pays (ECP), l'accent a été mis sur le chemin parcouru par le Mexique en vue d'atteindre les objectifs et d'honorer les engagements pris en application des conférences, conventions et sommets des Nations Unies sur la question. L'UNICEF s'est laissé guider, dans sa programmation, par les lacunes relevées dans l'application des dispositions de la Conférence relative aux droits de l'enfant et dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement devrait être prêt pour la fin de l'année 2001 et les partenaires des Nations Unies ont beaucoup progressé dans la définition de ce qui doit être leur rôle dans les domaines qui se rapportent au programme de l'UNICEF.

16. L'établissement des matrices de cadre logique qui ont été utilisées au niveau des projets s'est fait dans le cours d'une série d'ateliers avec le concours de divers partenaires et homologues – le DIF, l'Institut national autochtone (Instituto Nacional Indigenista, INI), la Commission nationale des droits de l'homme, l'Institut national de la femme ainsi que les Ministères de la santé et des affaires étrangères. Les représentants d'un grand nombre d'ONG et d'une université, ainsi que des fonctionnaires de quatre États, sont à créditer d'un précieux concours. Il a été tenu compte aussi des observations faites par des membres du Conseil d'administration sur la note de pays.

Buts et objectifs du programme de pays

17. Globalement, le programme de pays a pour but de veiller à ce qu'il soit pleinement donné effet aux droits des enfants, des adolescents et des femmes conformément aux obligations et responsabilités que le Mexique a contractées en tant qu'État partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Plus concrètement, les objectifs sont les suivants : a) faire des principes des deux conventions l'axe central de la politique des États en faveur des enfants et des femmes par voie d'analyse de situation, de diffusion du savoir et d'aide à la mise en place de réformes dans les domaines de la justice, du droit et de l'administration; b) faire que soient mieux respectés les droits des enfants et des adolescents dont l'état appelle une attention spéciale en menant à cette fin, dans un certain nombre de zones urbaines, rurales et frontalières, des interventions ciblées adaptées à la situation locale et en rapport avec les principaux facteurs de risque; c) faire qu'il soit donné plus d'effet aux droits des enfants et des adolescents autochtones dans le respect de leurs pratiques culturelles, respect qui sera inculqué par l'acquisition d'un savoir ouvert sur la collectivité et dispensé dans des écoles à l'écoute des enfants.

Liens avec les priorités nationales et internationales

18. Le programme de pays s'inscrit dans le cadre du Plan de développement national ainsi que de la loi sur la protection des droits des enfants et des adolescents tant au niveau des États qu'au niveau fédéral. Le Plan est supposé devenir un instrument important pour faire en sorte que tous les enfants du Mexique puissent prendre un bon départ dans la vie et acquièrent un minimum d'instruction et que les adolescents aient la possibilité de développer toutes leurs facultés et de prendre une part appréciable au développement de leur communauté.

19. Le nouveau gouvernement a montré un intérêt particulier pour le développement social. Il a ouvert un Bureau présidentiel pour l'avancement des populations autochtones, fait adopter des textes de loi pour la protection de la culture et des droits de l'homme des populations autochtones et mis sur pied d'importants programmes d'investissement pour leurs communautés, mettant au rang des priorités nationales la fin de la discrimination à l'égard de ces ethnies. Le Gouvernement a également lancé des initiatives visant à protéger les droits des enfants des rues et à prévenir les comportements de violence et l'exploitation du sexe à des fins commerciales et il s'est déclaré tout à fait favorable à la ratification des protocoles facultatifs aux deux conventions. Le programme de coopération est étroitement lié à ces priorités, à la réalisation desquelles il apportera son concours et le bénéfice d'une assistance technique.

20. Le programme de pays soutiendra l'application et le suivi des déclarations d'instances régionales et ibéro-américaines, où le Mexique a joué un rôle de premier plan, ainsi que du Sommet du millénaire des Nations Unies, de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants et autres conférences internationales.

Stratégies de programme

21. La stratégie du programme demeure essentiellement la même que celle qui est décrite dans la note de pays. Toutefois, il a été répondu comme suit à des observations faites par des membres du Conseil d'administration. Les questions qui se rapportent aux inégalités entre sexes sont traitées en tant que thème qui se retrouve dans chacun des trois programmes; d'autre part, la lutte contre les violences domestiques et sexuelles figure au nombre des priorités du programme de protection spéciale. De même, les activités à but éducatif et la prévention du VIH/sida apparaissent dans chacun des trois programmes. La question de la coordination de l'UNICEF avec les autres organismes des Nations Unies présents au Mexique est abordée dans l'évaluation commune de pays et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Aucun des projets compris dans le programme envisagé n'est jugé préjudiciable à l'environnement.

22. Un certain nombre de stratégies opérationnelles se recouperont d'une composante du programme à l'autre: sensibilisation, communication, mobilisation sociale et renforcement des capacités; autonomisation et participation accrue des enfants, des adolescents et des femmes, en particulier de ceux qui appartiennent à des catégories sociales qui souffrent d'exclusion; fourniture d'un certain appui pour le renforcement des services dans les zones prioritaires à forte concentration de catégories sociales marginalisées; recherche et diffusion des meilleures pratiques.

23. *Place des droits des enfants dans la politique publique.* Ce programme axé sur le savoir se subdivise en trois projets complémentaires et interactifs conçus pour recueillir et diffuser du savoir sur les droits des enfants et pour en promouvoir l'application dans le cadre de la réforme des appareils législatif, judiciaire et administratif. Ce qui sera réalisé dans le cadre de ce programme sera utilisé comme apport aux programmes relatifs à la protection spéciale et aux droits des enfants de familles autochtones. L'UNICEF devrait normalement faire directement d'importantes contributions techniques au programme, et le financement se fera principalement par prélèvement sur les ressources ordinaires.

24. Par le projet relatif à l'acquisition de savoir, le programme de pays appellera davantage l'attention sur les droits des enfants à tous les niveaux de la société dans le but de mobiliser des concours en faveur de l'Action mondiale pour l'enfance. L'UNICEF et ses homologues, comme l'Université métropolitaine autonome et la Banque nationale du Mexique, analyseront, selon une démarche comparative, l'évolution de la situation des enfants et des femmes, essentiellement au moyen de projets de recherche, d'études et de compilations de données qui seront utiles aux décideurs. Toutes les activités de recherche correspondant au niveau macro-économique et au niveau intermédiaire seront conduites dans le cadre de ce projet et leurs résultats iront irriguer les autres projets du programme de pays. La première des priorités sera la réalisation d'une analyse de situation concernant les populations autochtones, analyse qui se fera avec le concours de l'Institut national autochtone, des ONG et des administrations des États, dans le but de créer une base de référence et de mesurer toute réduction éventuelle des disparités. Une deuxième priorité sera d'analyser, avec le concours des universités et de centres de recherche du secteur privé comme Casa Saprín (initiative internationale pour examiner l'impact des politiques d'ajustement structurel dans différents pays), la répartition et la productivité des dépenses du secteur public en services de base et en investissements en faveur des enfants et des adolescents au niveau fédéral et à celui des États. Un troisième axe d'intervention concernera des questions prioritaires du genre: incidence et impact du VIH/sida, mesurés avec l'aide d'homologues nationaux tels que l'Instituto Nacional para la Prevención y control del VIH/sida (CONASIDA) (Institut national pour la prévention et la gestion du VIH/sida); modèles et couverture des services de développement du jeune enfant, avec le concours des ONG et du Ministère de l'éducation; égalité entre sexes dans les politiques publiques, avec l'Institut national de la femme, égalité qui sera mesurée par référence à des considérations explicites sur la question telles qu'elles figurent dans les documents de politique sociale.

25. Le projet de diffusion du savoir s'attachera à ouvrir plus grand l'accès des décideurs à l'information sur la Convention relative aux droits de l'enfant, sur la situation des enfants et des femmes ainsi que sur les dépenses et les investissements réalisés en faveur du secteur social afin de contribuer à une meilleure intégration des politiques publiques et à une plus grande efficacité de budgétisation et de dépenses. Les enfants et les adolescents seront informés sur la transmission et la prévention du VIH/sida. Les informations fournies sur le développement du jeune enfant seront d'ordre technique, étant destinés aux décideurs et aux éducateurs, mais ils comprendront aussi une dimension information des familles sur le développement du jeune enfant, avec attention spéciale à l'implication des pères. L'information relative à l'égalité entre sexes sera destinée aux décideurs et aux fonctionnaires de l'État qui s'occupent de l'exécution de projets à propos desquels peut se poser ce

problème. Information et savoir seront communiqués à des organismes qui, comme le DIF et les ONG, assurent des services aux familles dysfonctionnelles. Les actions à engager comprendront la création de cycles d'études universitaires sur les deux conventions, l'organisation d'activités de formation à l'intention des décideurs et de ceux qui ont pour profession de s'occuper des enfants et le renforcement des réseaux d'ONG pour l'application des deux conventions. Le partage des bonnes pratiques entre organismes fédéraux et organismes locaux contribuera à favoriser la collaboration entre États. La mesure des progrès accomplis se fera à l'aide de paramètres tels que le nombre de décideurs qui confirment avoir reçu d'utiles informations de l'UNICEF et le nombre de programmes d'études qui font une place aux droits des enfants.

26. Le projet relatif à la réforme des appareils législatif, judiciaire et administratif visera à promouvoir l'alignement des normes et procédures de l'État fédéral et des divers États sur les dispositions des deux conventions, avec attention spéciale à la justice pour mineurs. De concert avec les universités et la Commission nationale des droits de l'homme, l'UNICEF s'emploiera à créer des programmes de formation permanente à l'intention des juges, procureurs, avocats et autres personnes qui ont pour profession d'administrer la justice. Sur la base des études qui ont été réalisées sur les lois fédérales et celles des États et concernant l'impact du système de la justice pour mineurs actuellement en vigueur, les actions à engager comprendront: a) la fourniture d'une assistance technique et l'organisation d'activités de formation pour l'adaptation des mécanismes juridiques, administratifs et institutionnels; b) la fourniture d'une aide à l'établissement des rapports gouvernementaux et non gouvernementaux au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à l'application des recommandations émanant de ces instances. Ce projet visera aussi à alimenter en informations d'ordre juridique les autres projets du programme de pays. Le succès se mesurera à l'aide d'indicateurs tels que le nombre de réformes législatives, administratives et judiciaires appropriées mises en place; la qualité des décisions de fonctionnaires de la justice qui ont assisté aux ateliers organisés dans le cadre du projet et le nombre d'États qui auront adapté leur législation.

27. *Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents.* Le programme visera à mieux faire respecter les droits des enfants qui nécessitent une protection spéciale dans certains endroits et eu égard aux conditions locales. L'accent sera mis sur les abandons scolaires, l'exploitation de la force de travail et la violence, mais cela comprendra aussi des actions pour la prévention du VIH/sida, pour la réduction du nombre de grossesses d'adolescentes, pour la réduction de l'abus des drogues et pour la l'inculcation de rudiments de puériculture. Le succès dépendra de la part qu'y prendra la communauté et de l'attention qui sera portée à la problématique des sexes. Priorité sera donnée aux besoins de protection des fillettes contre le viol, de même qu'à la fourniture d'une aide adéquate aux adolescentes qui sont mères. Le projet sera géographiquement ciblé sur les enfants du district fédéral ainsi que d'autres grandes villes, sur les enfants de milieu rural et de familles autochtones des États du sud-est et sur les jeunes migrants de villes qui sont le lieu des mouvements de migration internationale les plus importants. Parce qu'ils portent sur des zones géographiques semblables et sur le même type de populations, les projets ruraux et frontaliers seront étroitement liés aux composantes collecte d'informations et éducation du programme relatif aux droits des enfants de familles autochtones. Le financement sera assuré principalement au moyen de ressources diverses, le niveau

de ce financement déterminant la portée définitive du programme, lequel comprend trois projets.

28. Dans le projet qui concerne la protection des enfants des villes, l'accent sera mis sur : a) la réduction, par leur scolarisation et l'amélioration de leur acquis scolaire, du nombre d'enfants contraints de travailler dans les rues, dans les lieux publics et dans le secteur informel; b) la réduction des comportements de violence et de l'exploitation sexuelle à but commercial dans les groupes à haut risque; c) la prévention du VIH/sida; d) la nécessité de mieux enregistrer et signaler les cas de violences physiques et de contraintes sexuelles; e) le renforcement des capacités techniques des institutions qui s'occupent des enfants marginalisés des villes. Il s'agira notamment : a) de travailler avec le DIF à former les dispensateurs de services des institutions publiques et des ONG à l'application de modèles d'intervention axés sur les droits, au renforcement des acquis scolaires et à l'organisation d'activités postsecondaires; b) de favoriser les échanges de bonnes pratiques et la constitution de réseaux entre prestataires de services; c) de former les parents et autres dispensateurs de soins au développement du jeune enfant avec le concours des ONG et des universités; d) d'œuvrer, avec le concours d'entités telles que l'Institut national de la femme, à la résolution des conflits dans les familles; e) d'assurer la formation de services de police qui s'occupent d'enfants qui ont besoin de protection spéciale; f) d'apporter une aide aux campagnes d'information du public. Le succès se mesurera à l'aune d'indicateurs tels que le nombre d'enfants qui travaillent dans des lieux publics et dans le secteur informel, le nombre de cas de sévices sexuels qui ont été signalés et le pourcentage d'enfants des rues qui vont à l'école et qui continuent à le faire.

29. Le projet relatif à la protection spéciale des enfants des campagnes aura essentiellement pour but d'en finir définitivement, en vertu de la législation en vigueur et par l'adoption de mesures appropriées, avec le travail des enfants de moins de 14 ans, de protéger les adolescents contre leur exploitation dans l'agriculture et de maintenir les enfants et les adolescents à l'école. Une réforme des programmes sera entreprise avec le concours des services de l'éducation et des enseignants en vue d'y faire entrer l'acquisition d'aptitudes à la vie active, y compris la prévention du VIH/sida. Avec la collaboration du Ministère du travail, des inspecteurs locaux du travail seront formés et des comités communautaires de surveillance seront créés pour lutter contre le travail des enfants. L'orientation géographique retenue, à savoir le sud-est rural, signifie que le projet viendra compléter le programme relatif aux droits des enfants de familles autochtones. Les indicateurs de performance comprendront le nombre d'enfants et d'adolescents de milieu rural qui travaillent, qui quittent l'école et qui retournent à l'école, ainsi que le nombre d'accidents mortels ou graves survenus à des enfants du fait de leur travail.

30. Le projet concernant l'attention spéciale que peuvent nécessiter certains enfants dans les zones frontalières portera essentiellement sur le phénomène migratoire, notamment en ce qu'il touche les enfants à risque de villes qui sont les principaux points de franchissement des frontières du nord et du sud du pays. Par l'intermédiaire du DIF et des ONG, des mécanismes seront créés pour réunir les familles avec ceux de leurs enfants qui ont migré tout seuls. Un plan interinstitutionnel d'action sera mis sur pied avec le concours des ONG et des services de l'immigration et de la justice en vue de créer un système unifié d'information. Les services chargés d'accueillir et de soigner temporairement des

migrants encore à l'âge de l'enfance et de l'adolescence qui ont été abandonnés seront renforcés. L'UNICEF travaillera avec CONASIDA, le Ministère de la santé et les ONG à faire en sorte que les jeunes migrants et ceux qui pourraient le devenir soient informés des risques de contracter le VIH/sida. Les services de la police et des migrations recevront une formation en vue de veiller à ce que les droits des jeunes migrants soient respectés. L'UNICEF analysera également la possibilité de créer, avec des pays voisins, des plans d'action concernant les enfants qui migrent d'un pays à l'autre. Les progrès se mesureront au nombre d'enfants de zones frontalières qui font l'objet d'une attention, au nombre de bureaux des droits de l'homme qui s'occupent concrètement, au niveau des États, de questions relatives aux migrants et au nombre des cas de réunion d'enfants de zones frontalières avec leur famille.

31. *Droits des enfants de familles autochtones.* Le programme visera à faire en sorte qu'il soit donné davantage d'effet aux droits du groupe de population le plus désavantagé. Ses deux projets auront essentiellement pour but d'élaborer des mécanismes d'apprentissage par la participation à l'intention des populations autochtones et de créer des écoles qui soient à l'écoute des enfants et ouvertes sur la communauté. Dans un premier temps, la réalisation du programme se fera par l'intermédiaire de l'actuel projet dit «Pro-Maya» pour s'étendre ensuite, si les fonds le permettent, à d'autres municipalités autochtones. Étant donné la forte vulnérabilité sociale des populations autochtones et la fréquence des catastrophes naturelles dans la zone qu'elles habitent, ce programme comprendra aussi une composante préparation aux catastrophes. Avec le concours du service de protection civile et de la Croix-Rouge, l'UNICEF veillera à ce que des plans locaux d'intervention d'urgence soient en place dans les communautés exposées et il contribuera à la protection et à la réadaptation psychosociale des enfants touchés par des catastrophes.

32. Le projet relatif à l'acquisition de savoir par la participation visera à promouvoir la mise en place de mécanismes permettant aux familles et aux communautés d'apprendre, par des voies culturellement appropriées, que les enfants ont des droits qu'il faut connaître. Au moyen d'actions pratiques, comme le fait d'enregistrer leurs enfants à la naissance, les parents apprendront la manière de garantir les droits civils de ces enfants. Les bonnes méthodes traditionnelles de puériculture seront renforcées et utilisées pour enseigner ce qu'il faut savoir sur le développement du jeune enfant. Aidées en cela par les ONG et les universités, les communautés elles-mêmes établiront le diagnostic de l'état de leurs enfants et adolescents et elles décideront de ce qu'il faut faire pour améliorer leur bien-être. Au niveau des États, les commissions des droits de l'homme apprendront à des membres et à des adolescents des communautés à créer et à faire fonctionner des systèmes de surveillance à ancrage communautaire concernant les droits des enfants ainsi qu'à compiler et diffuser les conclusions et les résultats de l'opération. Les données ainsi générées entreront dans les systèmes d'information créés dans le cadre du projet relatif à l'acquisition du savoir. Avec le concours d'homologues tels que la Fondation Rigoberta Menchu, des campagnes de sensibilisation seront organisées sur le thème de la diversité des cultures et sur les droits des femmes et des enfants. Des ateliers et des séries de cours seront organisés avec l'aide du Ministère de l'éducation sur la préparation à la vie active et la prévention des maladies, et notamment du VIH/sida. Les indicateurs utilisés comprendront l'augmentation du

nombre de naissances enregistrées, le nombre d'autodiagnostic établis par les communautés et la fonctionnalité des comités communautaires de surveillance.

33. Le projet d'écoles à l'écoute des enfants vise à promouvoir à l'intention des enfants de familles autochtones, dans un milieu qui sera attentif à leur bien-être, une éducation de base bilingue et multiculturelle de bonne qualité. Avec le concours de l'INI, les programmes et les méthodes pédagogiques seront adaptés à la culture locale. Les associations de parents feront intervenir les parents dans la gestion des écoles et elles aviseront aux mesures spéciales à prendre pour maintenir les filles à l'école. Au nombre des activités à engager figureront : a) la formation des enseignants, qui sera assurée par le Conseil national pour la promotion de l'éducation, le Ministère de l'éducation et les ONG; b) la mobilisation des pouvoirs publics pour améliorer l'équipement des écoles en installations d'eau et d'assainissement et en matériel de classe; c) la création de cours de santé et d'hygiène; d) l'établissement d'un comité consultatif technique chargé de superviser l'application du modèle d'éducation prévu pour les autochtones. Les indicateurs comprendront le nombre d'écoles certifiées comme étant des écoles «amies de l'enfant» et le nombre d'enfants de familles autochtones qui vont à l'école et qui poursuivent leurs études jusqu'au secondaire.

34. Les coûts transsectoriels correspondront aux coûts relatifs à une certaine partie du personnel de programme et d'opérations ainsi qu'au coût de fonctions sur lesquelles repose l'ensemble du programme.

Suivi et évaluation

35. Une composante suivi et évaluation incorpore à chaque programme, en tant que partie d'un plan intégré de suivi et d'évaluation sur cinq ans, valeurs de référence et valeurs cibles, indicateurs clés, principales évaluations, études, enquêtes et modes de mesure. Les indicateurs à utiliser pour mesurer l'état d'avancement du programme seront choisis au moyen d'un ensemble de systèmes d'information sociale présents et à venir. Le Mexique possède des institutions suffisamment bien armées pour pouvoir faire à temps et avec exactitude le travail de mesure et de rassemblement de données qui s'impose. Les réalisations les plus difficiles à mesurer seront celles du programme de politiques publiques, pour lesquelles des évaluations techniques spéciales seront nécessaires.

36. La majeure partie du personnel a reçu une formation à la méthode du cadre logique utilisée dans la conception et la gestion du programme. Le plan intégré de suivi et d'évaluation et cette méthode du cadre logique seront employés dans des actions menées conjointement avec le personnel de contrepartie, ce qui, joint aux tournées d'inspection, permettra de donner effet à l'obligation de rendre compte au niveau de l'exécution des projets. L'UNICEF et ses homologues mesureront, tous les trois mois et durant l'examen annuel qui en sera fait, les progrès accomplis sur le plan financier et celui de la programmation. L'examen à mi-parcours du programme de pays est prévu pour 2004.

Collaboration avec les partenaires

37. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) prendra, en association avec l'Organisation mondiale de la santé, la tête de l'ensemble de l'effort d'assistance des Nations Unies en faveur de programmes qui visent à améliorer la qualité des soins

de santé primaires, l'UNICEF concentrant son action sur l'enseignement et la promotion de règles de vie saine. Ces deux organismes apporteront une aide à leurs partenaires dans le domaine de la prévention du VIH/sida par l'intermédiaire du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). L'appui de l'OPS à la création d'écoles où on s'occupe de la santé de l'enfant complète celui de l'UNICEF en faveur d'écoles où l'enfant se sent bien. Les projets du Programme des Nations Unies pour le développement sur le revenu et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la sécurité alimentaire viendront compléter le programme de l'UNICEF sur les droits des enfants de familles autochtones. Le travail du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime sur l'importance de l'éducation pour la réduction de la demande de drogues complètera celui du programme de l'UNICEF concernant la protection spéciale à assurer à certains adolescents. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme coordonnera les activités pour la reconnaissance des droits des femmes par l'intermédiaire du groupe de travail interinstitutions pour les questions liées à la problématique des sexes. Sous la direction du Fonds des Nations Unies pour la population, ce groupe de travail est chargé de la coordination des activités qui visent à réduire le nombre de cas de grossesses parmi les adolescentes. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture prendra la tête d'activités conjointes de suivi concernant l'initiative d'éducation pour tous ainsi que d'appui au programme national pour améliorer la qualité de l'éducation au niveau du primaire, tandis que l'UNICEF concentrera ses efforts sur le retour à l'école, sur la création d'écoles à l'écoute de l'enfant dans les régions à population autochtone ainsi que sur la portée et la qualité des services de développement du jeune enfant. L'UNICEF coordonnera ses actions de lutte contre le travail des enfants par l'intermédiaire du Comité directeur des Nations Unies et il apportera son concours à l'application de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur les droits des populations autochtones. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme coordonnera ses activités avec celles d'autres organismes par l'intermédiaire du Groupe de travail interinstitutions sur les droits de l'homme et la justice, que préside l'UNICEF.

38. La Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale prêtent beaucoup, l'une comme l'autre, en faveur du secteur de la santé, et la Banque mondiale a récemment approuvé, pour des activités de prévention du VIH/sida, un prêt de 20 millions de dollars qui aidera l'ONUSIDA dans sa mission. Le Gouvernement reçoit aussi des prêts pour le secteur de l'éducation. L'établissement de bons mécanismes de coordination avec les institutions financières internationales demeure un défi pour le Groupe des Nations Unies pour le développement. Bien que le fait d'être membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques limite les financements bilatéraux dont peut bénéficier le Mexique, des accords de coopération technique sont en place avec les Gouvernements canadien, japonais et celui des États-Unis, ainsi qu'avec l'Union européenne et d'autres instances dans divers domaines tels que la main-d'œuvre migrante, le développement social, l'éducation, la diversité culturelle, l'environnement et la préparation aux catastrophes. L'Institut national pour la coopération technique apportera son concours à la coordination entre l'UNICEF et les organismes de coopération bilatérale.

39. D'autres ressources sont indispensables pour le programme de pays et elles devront provenir pour une large part de sources nationales. Si les ventes récentes de

cartes de vœux et d'articles de cette nature ont été satisfaisantes, le revenu escompté d'alliances avec des entreprises ainsi que de donateurs agissant à titre individuel a été largement inférieur au potentiel du marché. On continuera, dans la stratégie de financement, à cultiver le secteur privé et un effort spécial sera fait pour accroître la masse des contributions émanant de particuliers par la mise en œuvre de formules comme «Check out for Children» et «Trick or Treat for UNICEF» et l'action directe. La conclusion d'autres partenariats financiers sera recherchée avec les décideurs et les médias. Toutes ces associations seront cultivées comme relevant d'une coresponsabilité sociale touchant les obligations du pays à l'égard des enfants.

Gestion des programmes

40. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement pour la période 2002 à 2006, le Gouvernement procède actuellement à l'étude de mécanismes pour la coordination des activités des institutions publiques et pour la participation des ONG et des organismes d'aide de l'extérieur. Le nouveau Conseil national pour l'enfance et l'adolescence, que dirige le Commissaire présidentiel au développement humain et social, coordonnera l'élaboration de mesures sociales pour les enfants et l'application du nouveau programme de travail issu du Plan et de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants. L'UNICEF cherchera, par l'intermédiaire de cette instance, à donner cohésion et synergie à sa coopération avec ses homologues du secteur public au niveau national et sous-national. Il continuera, par ailleurs, à organiser des réunions périodiques avec la communauté des ONG et avec un conseil consultatif de représentants du secteur privé et des médias en vue de développer les relations avec des partenaires autres que les partenaires traditionnels. Un groupe de travail informel sur les droits des enfants, dont feront partie des enfants et des adolescents, constituera une caisse de résonance pour l'UNICEF et devrait inciter les jeunes à prendre part aux programmes qu'il parraine.

41. Le bureau de l'UNICEF est en cours de réorganisation en vue de lui assurer les compétences nécessaires et une structure à la mesure de ses moyens. Il faudra absolument travailler en équipe, avec un personnel technique interdisciplinaire qui sera chargé de la cohésion verticale entre projets à l'intérieur des programmes et de la cohésion horizontale des programmes et des thèmes. Les fréquents déplacements de personnel sur les sites des projets et le travail des consultants engagés sur place permettront de s'assurer que les plans annuels d'action aux niveaux national et municipal font l'objet d'un suivi approprié. L'équipe chargée de la gestion établira les plans annuels de gestion, observera l'évolution des indicateurs de gestion et fera le point sur l'application des recommandations issues des autocontrôles et autres évaluations qui auront lieu chaque année. Beaucoup d'activités du programme de politiques publiques auront l'UNICEF pour agent d'exécution, celle-ci étant assurée, pour les autres programmes, par le Gouvernement et les ONG, lesquels seront comptables envers l'UNICEF de la bonne utilisation des fonds ainsi que du déroulement des activités et de l'établissement des rapports. L'équipe technique de l'UNICEF prendra en charge l'assistance, le contrôle de la qualité et la supervision conformément aux accords passés avec chacun de ses homologues.

Tableau

Liens entre le budget-programme, les effectifs et les dépenses de personnel

Pays : Mexique
Programme : 2002-2006

Domaine d'activité et source de financement	Budget-programme (en milliers de dollars É.-U.)			Postes ^a									Dépenses de personnel ^b (en milliers de dollars É.-U.)			
	RO	AR	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	SG	Total	AI	Local	Total
Ressources ordinaires																
Place des droits des enfants dans la politique nationale	1 083 784		1 083 784	0	0	0	0	1	0	1	0	0	1	551 273	273 511	824 784
Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents ¹	462 643		462 643	0	0	0	0	0,5	0	0,5	0	0	0,5	275 640	0	275 640
Droits des enfants de familles autochtones	749 774		749 774	0	0	0	0	1	0	1	0	0	1	551 273	0	551 273
Dépenses intersectorielles	1 133 799		1 133 799	0	0	0	0	1	0	1	0	2	3	551 273	534 141	1 085 414
Total RO	3 430 000		3 430 000	0	0	0	0	3,5	0	3,5	0	2	5,5	1 929 459	807 652	2 737 111
Autres ressources																
Place des droits des enfants dans la politique nationale		2 180 071	2 180 071	0	0	0	0	1	1	2	0	0	2	695 524	0	695 524
Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents ¹		3 448 225	3 448 225	0	0	0	0	0,5	1	1,5	0	0	1,5	624 227	0	624 227
Droits des enfants de familles autochtones		3 849 650	3 849 650	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	348 587	0	348 587
Dépenses intersectorielles		422 054	422 054	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	422 054	2 090 392
Total AR		9 900 000	9 900 000	0	0	0	0	1,5	3	4,5	0	2	6,5	1 668 338	422 054	2 090 392
Total général RO + AR	3 430 000	9 900 000	13 330 000	0	0	0	0	5	3	8	0	4	12	3 597 797	1 229 706	4 827 503
Budget d'appui au programme		Dépenses d'exploitation	745 800													
		Effectifs		0	0	1	1	1	0	3	0	8	11	1 983 033	2 711 027	4 694 060
Total général (RG + AR + BAP)				0	0	1	1	6	3	11	0	12	23	5 580 830	3 940 733	9 521 563
	Nombre de postes et dépenses de personnel :															
	Cycle de programmation en cours									8	3	16	27			
	À la fin du programme proposé (à titre indicatif seulement)									11	0	12	23	5 580 830	3 940 733	9 521 563

RO = ressources ordinaires; AR = autres ressources; AI = administrateur international; AN = administrateur national; SG = services généraux; BAP = budget d'appui au programme.

^a Chaque poste, quelle que soit sa source de financement, appuie le programme de pays dans son ensemble.

^b Non compris les postes temporaires et les heures supplémentaires.

¹ Protection spéciale des droits des enfants et des adolescents.

